

## Burundi : intimidations contre le vote «non» au référendum constitutionnel

RFI, 02-02-2018 Au Burundi, le pouvoir veut organiser en mai prochain un référendum constitutionnel qui devrait permettre au président Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034 au moins, tout en institutionnalisant la mainmise de son parti, le CNDD-FDD, sur le pays.

Officiellement, le gouvernement a lancé une campagne d'explications sur les articles qui seront votés, mais en réalité le pouvoir et tous ses alliés sont engagés dans une campagne pour le «oui», alors qu'aucune campagne pour le «non» n'est tolérée. Plus de 40 militants du parti d'opposition des ex-rebelles des FNL d'Agathon Rwasa ont été arrêtés depuis décembre dernier. Depuis trois jours, une vidéo tournée dans la province de Muyinga, dans le nord-ouest du pays, et qui a fuit sur les réseaux sociaux, alimente la polémique. Elle montre un responsable local qui appelle la population à arrêter ceux qui font campagne pour le «non» et à les livrer au parti au pouvoir. Pendant les 3 minutes 10 secondes que dure la vidéo, le chef local du parti CNDD-FDD au pouvoir et en même temps secrétaire de la commune de Butihinda, parle sur un ton plutôt positif voire didactique aux habitants de la colline de Gahahe, qui viennent de participer aux travaux communautaires. Mais ses mots sont tranchants lorsqu'il évoque ceux qu'il qualifie de «déstabilisateurs» qui vont venir passer d'une colline à l'autre pour dire aux gens de voter «non» lors du prochain référendum constitutionnel. Et il vocat Ruberandinzi de prévenir la population : «Pour ceux-là, le président a dit publiquement que celui qui va faire la campagne du "non" aura franchi une ligne rouge. Il aura quitté le groupe des saints pour celui des criminels». «Les perturbateurs dont nous allons casser les dents» Et ces «criminels» sont tout désignés pour ce responsable local. Il s'agit notamment de militants d'une coalition dirigée par le chef historique des ex-rebelles des FNL Agathon Rwasa, ainsi que tous ceux qui ont contesté le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza en 2015. Le sort qu'il leur réserve ? «Surveillez-les de près, à tout instant, car ce sont de grands déstabilisateurs. Celui que vous allez attraper en train de faire campagne pour le "non", livrez-le à nous. L'Officier de police judiciaire n'a pas besoin d'intervenir. Il verra alors de quel bois on se chauffe», menace le responsable local. Réalité ou simple symbole, ce chef local du parti au pouvoir au Burundi termine son allocution en précisant bien que «les perturbateurs dont nous allons casser les dents, ce sont ces gens-là». Sollicité par RFI, le parti au pouvoir n'avait pas encore réagi jusqu'au jeudi soir. L'opposition, elle, parle d'une «campagne de terreur d'Etat» pour imposer le «oui» lors du référendum constitutionnel.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});